



25.029

**Genehmigung des Addendums
zur multilateralen Vereinbarung
der zuständigen Behörden
über den AIA über Finanzkonten
und der multilateralen Vereinbarung
der zuständigen Behörden über den AIA
nach dem Melderahmen für Kryptowerte
sowie Änderung des Bundesgesetzes
über den internationalen AIA
in Steuersachen (AIAG)**

**Approbation de l'addendum
à l'accord EAR relatif aux comptes
financiers et de l'accord EAR
relatif aux crypto-actifs,
et modification de la loi fédérale
sur l'échange international
automatique de renseignements
en matière fiscale (LEAR)**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über das Eintreten auf die Vorlagen 1 und 2 sowie die Detailberatung der beiden Vorlagen führen wir eine einzige Debatte. Zu beiden Vorlagen liegt ein Antrag der Minderheit Buffat auf Nichteintreten vor.

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Ihre Kommission hat das vorliegende Geschäft am 24. Juni beraten; wir sind Zweitrat bei dieser Vorlage. Die Kommission hat mit 17 zu 8 Stimmen Eintreten auf die Vorlage beschlossen. Der Titel des Geschäfts ist nicht nur zungenbrecherisch, sondern auch eine präzise Umschreibung der Inhalte, die damit geregelt werden sollen. In der Vorlage 2 – das ist ein Bundesbeschluss – genehmigen wir ein Addendum zur multilateralen AIA-Vereinbarung über Finanzkonten. Es gibt inhaltliche Anpassungen der zwischen den teilnehmenden Staaten bereits heute geltenden Regelungen. Zudem ist die Genehmigung einer neuen multilateralen AIA-Vereinbarung über Kryptowerte Teil der Vorlage 2. Damit werden, wie es der Titel sagt, Kryptowerte ins AIA-Regime neu mit einbezogen. Mit der Vorlage 2 werden also die völkerrechtlichen Grundlagen für den AIA über Finanzkonten angepasst und für Kryptowerte neu geschaffen.

Zur Vorlage 1, der Revision des Bundesgesetzes über den internationalen automatischen Informationsaustausch in Steuersachen, also des AIA-Gesetzes: Hiermit wird der auf völkerrechtlicher Ebene revidierte respektive neue AIA-Melderahmen innerstaatlich umgesetzt, und zwar für Finanzkonten in Form von Modifikationen des bisherigen Melderahmens und für Kryptowerte in Form eines neuen Melderahmens. Bei den Finanzkonten geht es inhaltlich um die Aktualisierung des gemeinsamen Meldestandards (GMS), der gewis-



se Auslegungsfragen klärt und Meldepflichten erweitert. Das ist wichtig für die Schweiz, weil unter anderem gemeinnützige Einrichtungen, E-Geld und Kapitaleinzahlungskonten in Zukunft vom Anwendungsbereich des AIA über Finanzkonten ausgenommen sind, solange definierte Voraussetzungen eingehalten werden. Das war ein langfristiges Anliegen in unseren Diskussionen mit den internationalen Gremien.

AB 2025 N 1312 / BO 2025 N 1312

Mit dem neuen Melderahmen für Kryptowerte werden die Anbieter von Kryptodienstleistungen analogen Pflichten unterstellt, wie sie die traditionellen Finanzinstitute für klassische Vermögenswerte bereits heute haben. Dann gibt es durch diese Vorlage auch noch prozedurale Änderungen: So wird für die Aufnahme neuer Partnerstaaten ins AIA-Netzwerk der Schweiz neu der Bundesrat zuständig sein. Die materiellen Voraussetzungen und Bedingungen ändern sich dadurch jedoch nicht. Dies wird vermutlich eine überschaubare Konsequenz haben angesichts des bereits sehr grossen Netzwerks an Staaten, bei welchen die Schweiz den AIA reziprok oder auch nur einseitig zur Anwendung bringt.

Die Kommission hat sich auch zur vorläufigen Anwendung der Vorlage 2 konsultieren lassen. Der Bundesrat möchte die gesamte Vorlage bereits auf den 1. Januar 2026 in Kraft setzen. Das heisst, dass ein erster Datenaustausch 2027 stattfinden würde, was aus Effizienzüberlegungen auch im Interesse der Finanzmarktakteure und der Kantone respektive von deren Steuerbehörden liegt. Unabhängig davon bleibt die Referendumsmöglichkeit erhalten. Allerdings hat die Verwaltung auch die Absicht des Bundesrates bekräftigt, den AIA über Kryptowerte erst dann zu aktivieren, wenn die Zahl der teilnehmenden Staaten eine gewisse kritische Masse erreicht hat.

Die WAK-N hat sich mit 17 zu 5 Stimmen bei 2 Enthaltungen für die vorläufige Anwendung ausgesprochen und der Vorlage 2 mit 17 zu 8 Stimmen zugestimmt. Bei der Vorlage 1, also der Anpassung des AIA-Gesetzes, beantragt Ihnen die Kommission mit 16 zu 9 Stimmen, die vom Ständerat beschlossene Streichung der Strafbestimmungen bei fahrlässiger Verletzung von Meldepflichten zu übernehmen. Das betrifft Artikel 32 Absatz 2 und Artikel 32a Absatz 2, und das bedeutet die Ablehnung der Minderheitsanträge Ryser.

Zum Schluss ein Hinweis: Mit den USA und der EU ist der AIA über Finanzkonten bilateral geregelt und damit nicht direkt Gegenstand dieser Vorlage.

In der Gesamtabstimmung hat die Kommission den vorliegenden Entwurf mit 17 zu 8 Stimmen, das heisst ohne Enthaltungen, gutgeheissen. Ich bitte Sie entsprechend namens der Kommissionsmehrheit um Zustimmung zu beiden Vorlagen und zum gesamten Entwurf.

Kamerzin Sidney (M-E, VS), pour la commission: La Commission de l'économie et des redevances a traité de cet objet, à savoir de l'addendum à l'accord sur l'échange automatique international de renseignements (EAR) relatif aux comptes financiers et de l'accord EAR relatif aux crypto-actifs et modification de la loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale (LEAR), lors de sa séance du 24 juin 2025. Nous examinons ce projet comme deuxième conseil, le Conseil des États l'ayant accepté en session le 10 juin 2025.

Aujourd'hui, il s'agit d'adapter l'accord EAR relatif aux comptes financiers aux exigences actuelles, environ dix ans après l'adoption de l'accord. Il s'agit également d'étendre la réglementation aux cryptomonnaies. Ces réformes ont pour but de réaliser les objectifs de la législation en matière d'échange automatique d'informations, à savoir : la transparence fiscale internationale, la lutte contre l'évasion fiscale et le renforcement de l'intégrité des systèmes financiers. Avec ces réformes, la Suisse respecte aussi bien ses engagements envers l'OCDE qu'envers les États partenaires. La Suisse renforce ainsi sa crédibilité en tant que place financière internationale. En 2014, l'accord sur l'échange automatique d'informations avec l'OCDE sur les comptes financiers a été adopté. Des négociations ont ensuite débuté en 2020 afin d'aboutir à ces deux accords.

S'agissant de la modification de l'accord EAR relatif aux comptes financiers, différentes clarifications ont été apportées, notamment pour les comptes joints dont tous les bénéficiaires devront être annoncés. Des simplifications pour l'annonce des comptes d'entités d'utilité publique et des comptes de consignation ont été faites. Concernant les crypto-actifs, l'accord conduit à réglementer l'échange automatique de renseignements dans ce domaine, aujourd'hui en pleine expansion. Il s'agit de ne pas laisser de côté la grande activité qui se développe et de donner ainsi un signal clair, d'une part, aux investisseurs et, d'autre part, quant à la crédibilité de notre place financière, qui prend des mesures pour garantir la transparence dans ce domaine.

Pour toutes ces raisons, à savoir le maintien de notre place financière, la transparence, l'intégrité des marchés financiers ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale, la commission, par 17 voix contre 8, vous propose d'entrer en matière sur ce projet et de rejeter la minorité Buffat.

Les partisans de cette minorité se regroupent autour des arguments suivants, qui avaient été soulevés pour



s'opposer à ce projet. Il s'agit tout d'abord du fait que des commentaires de l'OCDE qui n'ont pas été approuvés démocratiquement sont déterminants. Or, ces commentaires font l'objet de négociations entre les autorités suisses et l'OCDE et sont ensuite, si le Conseil fédéral l'estime nécessaire, intégrés dans l'ordonnance. Il y aura ainsi une consultation des organismes concernés, et il sera toujours possible, par une motion ou par une initiative parlementaire, de modifier un point qui serait problématique. Ces éléments n'ont jamais posé problème depuis dix ans que ces accords existent.

Un deuxième élément posait un problème pour l'entrée en matière dans la commission : le fait que les pays pour lesquels la législation s'applique soient déterminés par le Conseil fédéral. De l'avis de la commission, c'est la voie à suivre, notamment en matière de crypto-actifs. Certains États partenaires comme Hong Kong, Singapour et les États-Unis ne sont pas aussi avancés que la Suisse. Il s'agit donc de laisser la compétence au Conseil fédéral de déterminer l'état des négociations et l'état de la liste des pays avec lesquels ces accords vont s'appliquer.

Enfin, les partisans de la minorité critiquent le fait de réprimer par négligence les violations de cet accord. En cela, la commission, par 16 voix contre 9, rejette la proposition défendue par la minorité Ryser visant à maintenir la version du Conseil fédéral. La commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de réprimer la négligence. Pourquoi ? En droit suisse, la négligence sanctionne uniquement des infractions très graves contre la vie et contre l'intégrité corporelle : homicides par négligence, lésions corporelles graves par négligence, incendies, explosions, propagation de maladies par négligence. Il n'y a pas lieu dans ce domaine très technique de réprimer également la négligence. Cela conduirait aussi à une surenchère de l'échange. Mettez-vous à la place de la personne qui doit décider de transmettre ou non des informations. En cas de répression de la négligence, elle pourrait plutôt tendre à transmettre des informations, ce qui conduirait à une surenchère et à une insécurité pour les personnes chargées de traiter ces dossiers, d'autant plus que ces normes sont complexes et évolutives. Il est donc correct de punir l'intention, mais pas la négligence. Enfin les partisans de la répression de la négligence, notamment l'administration fédérale, invoquaient le fait que ce serait plus facile à poursuivre, mais ce n'est pas le cas. La poursuite et la preuve de la négligence, de l'imprévoyance coupable, sont tout aussi difficiles à prouver que celle de l'intentionnalité. Pour toutes ces raisons, par 16 voix contre 9, la commission vous propose de la suivre et de rejeter la proposition défendue par la minorité Ryser sur ce point aux articles 32 alinéa 2 et 32a alinéa 2 de la loi.

Par 17 voix contre 8, la commission vous propose d'accepter ce projet.

Buffat Michaël (V, VD): Le groupe UDC vous invite à refuser l'entrée en matière de ce projet.

Nos raisons sont multiples, mais toutes relèvent d'exigences simples : défendre la souveraineté de la Suisse, garantir la sécurité juridique et protéger la compétitivité de notre place financière. Tout d'abord, ce projet induit une insécurité juridique préoccupante. L'article 2b du projet de loi introduit une reprise dynamique des commentaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Concrètement, cela signifie que des interprétations décidées à Paris pourront s'appliquer automatiquement en Suisse sans aucun contrôle démocratique préalable. C'est

AB 2025 N 1313 / BO 2025 N 1313

une délégation implicite de notre pouvoir législatif vers une organisation étrangère. Cela met en péril la sécurité du droit et affaiblit notre souveraineté nationale.

Ensuite, le projet conduit à une délégation excessive de compétences au Conseil fédéral. L'article 39 alinéa 2 transfère au Conseil fédéral la compétence de choisir les États partenaires avec qui la Suisse échangera des renseignements. Aujourd'hui, le Parlement assume cette responsabilité. Nous parlons de décisions qui touchent la fiscalité et les relations internationales. Elles doivent rester entre les mains du législatif et non dans celles du seul l'exécutif.

De plus, ce projet engendre des sanctions disproportionnées. Le projet prévoit que de simples négligences puissent être punies pénalement. Dans un cadre aussi complexe, où les intermédiaires peuvent diverger, criminaliser des erreurs administratives est une dérive. Cela contrevient aux principes de proportionnalité et menace directement des collaborateurs qui n'ont souvent aucune influence sur l'organisation interne de leur entreprise.

En outre, c'est un risque pour la compétitivité de la Suisse. Ce projet impose une entrée en vigueur dès le 1er janvier 2026. D'autres grandes places financières prendront donc plus de temps ou appliqueront ces règles de façon plus souple. En agissant trop vite, la Suisse prend le risque de désavantager sa place financière face à la concurrence internationale.

Pour terminer, c'est une application prématurée pour les crypto-actifs. Les résultats de la consultation sont



clairs : de nombreux acteurs recommandent que la Suisse n'introduise l'échange automatique sur les crypto-actifs que lorsque les grandes places financières – notamment les États-Unis – l'auront fait. Aller de l'avant sans coordination internationale expose inutilement nos entreprises et nos prestataires à un régime plus contraignant que celui de leurs concurrents étrangers.

Pour toutes ces raisons – insécurité juridique, délégation excessive, sanctions disproportionnées, perte de compétitivité et précipitation dans la mise en oeuvre –, nous vous invitons à refuser d'entrer en matière. Car, oui, la transparence fiscale est importante, mais elle doit être établie de manière équilibrée, avec des garanties démocratiques solides et une sécurité juridique claire. Ce projet, en l'état, ne répond pas à ces exigences, et c'est pourquoi nous vous recommandons de ne pas entrer en matière.

Ryser Franziska (G, SG): Der automatische Informationsaustausch (AIA) ist ein zentrales und unterdessen gut etabliertes Instrument zur Stärkung der Steuertransparenz. Es ist wichtig, dass die Schweiz sich zu diesem internationalen Standard bekennt. Er stärkt die Integrität des Schweizer Finanzplatzes und unser Bekenntnis zum Kampf gegen Steuerhinterziehung. Dabei ist entscheidend, dass sich alle Akteure an die Vorgaben halten, denn schon einzelne Verstösse können das Vertrauen in die Schweiz nachhaltig beschädigen.

Die letzte Prüfung durch das Global Forum hat gezeigt: Die Schweiz ist im Bereich der Strafbestimmungen zu wenig restriktiv. Wenn heute einzelne Akteure ihre Pflichten vernachlässigen, riskieren sie faktisch wenig. Wer beispielsweise notwendige Investitionen unterlässt oder Prozesse nicht einrichtet, konnte das bisher mit Verweis auf Fahrlässigkeit ohne ernsthafte Konsequenzen tun. Genau hier liegt das Problem. Ohne klare Sanktionsmöglichkeiten besteht die Gefahr, dass manche Akteure den AIA nicht mit der nötigen Priorität behandeln, sei es aus Kostengründen oder aus Bequemlichkeit. Das können wir uns nicht leisten.

Mit meiner Minderheit beantrage ich Ihnen, zum Entwurf des Bundesrates zurückzukehren und die Empfehlung des Global Forum umzusetzen, indem wir die Strafbestimmung auf Fahrlässigkeit ausweiten. Folgende Gründe sprechen dafür:

1. Fahrlässigkeit wird justiziabel. Der Vergleich mit anderen Ländern zeigt, dass strengere Strafbestimmungen durchaus angebracht wären. Von Deutschland, Österreich, Liechtenstein über Frankreich, das UK, die USA, Kanada und Südafrika bis hin zu Singapur und Hongkong: Sie alle sanktionieren Verstösse auch bei fahrlässiger Begehung.

2. Die Praxis der Behörden wird vereinfacht. Denn heute muss nachgewiesen werden, dass ein Verstoß vor-sätzlich erfolgt ist. Das erweist sich in der Praxis oft als schwierig, sogar dort, wo Verstösse klar auf der Hand liegen. Mit der neuen Regelung werden solche Verfahren künftig vereinfacht, und die Steuerverwaltung erhält endlich ein Instrument, um den Standard auch effizient durchzusetzen.

3. Die Verhältnismässigkeit bleibt gewahrt. Bei geringfügigen Verstössen – etwa wegen einer technischen Störung oder leichten Verzögerungen ohne Bedeutung – soll auf Strafverfolgung verzichtet werden können. Durch die Ausweitung der Strafbestimmung werden also auch weiterhin keine Bagatelldfälle verfolgt. Die Ausweitung ist zielgerichtet und verhältnismässig.

Das Global Forum war klar mit seiner Empfehlung und wird deren Umsetzung nahe verfolgen. Es wäre nicht das erste Mal, dass die Schweiz Widerstand gegen Empfehlungen internationaler Gremien leistet, um eine vermeintliche Selbstständigkeit zu demonstrieren, bevor wir uns dann Jahre später doch an die gängigen internationalen Standards anpassen. Mit einer Anpassung heute stärken wir aber die Reputation des Schweizer Finanzplatzes und zeigen, dass wir unsere internationalen Verpflichtungen ernst nehmen.

Eine Anpassung in Artikel 32 ist zielführend. Sie sichert die Glaubwürdigkeit unseres Finanzplatzes, erfüllt internationale Standards und vereinfacht die innerstaatliche Umsetzung. Besten Dank, dass Sie diese Minderheit unterstützen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die SP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit, ausser bei Artikel 32 Absatz 2 und Artikel 32a Absatz 2 von Vorlage 1. Dort unterstützt sie den Antrag der Minderheit Ryser.

Schneeberger Daniela (RL, BL): Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt die Vorlage, weil diese die internationalen OECD-Standards zu Finanzkonten und Kryptowerten umsetzt. Die Schweiz muss diese Standards umsetzen, damit dem schweizerischen Wirtschafts- und Finanzplatz keine Wettbewerbsnachteile drohen. Einerseits werden mit der Änderung der Standards für den AIA über Finanzkonten Auslegungsfragen geklärt und Anpassungen aufgrund der Erfahrungen in der Praxis vorgenommen. Andererseits wird mit den neuen Standards für den AIA über Kryptowerte eine Gleichbehandlung mit dem traditionellen Finanzsektor sichergestellt. Bei Artikel 32 Absatz 2 und Artikel 32a Absatz 2 wird unsere Fraktion der Mehrheit folgen. Die Ausweitung der Strafbarkeit auf fahrlässiges Handeln erachten wir als unverhältnismässig. In einem Bereich, in dem die konkrete Anwendung eine hohe Komplexität aufweist, sollte man fahrlässiges Handeln nicht unter Strafe stel-



len. Auch der Verweis auf leichte Fälle gemäss Entwurf des Bundesrates schafft keine Rechtssicherheit. In der Praxis dürfte man in vielen Fällen relativ schnell im Bereich des Eventualvorsatzes sein; dies hätte trotzdem strafrechtliche Konsequenzen. In diesem Sinne reicht der bestehende Eventualvorsatz für strafrechtliche Sanktionen aus.

Wie gesagt, die FDP-Liberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und der Mehrheit folgen.

Grossen Jürg (GL, BE): Mit dieser Vorlage wird der automatische Informationsaustausch (AIA) auf Kryptowerte ausgeweitet und das Bundesgesetz über den internationalen automatischen Informationsaustausch in Steuersachen (AIAG) angepasst. Damit stellen wir sicher, dass auch digitale Vermögenswerte erfasst werden und Steuerumgehungen durch technische Entwicklungen keine neuen Schlupflöcher erhalten.

Für die Grünliberale Fraktion ist klar: Steuertransparenz muss vollständig und international anschlussfähig sein. Wir unterstützen deshalb, wie auch die Mehrheit, das Eintreten auf den Entwurf 1.

Zu den Differenzen: Bei Artikel 32 Absatz 2 will die Mehrheit die Möglichkeit für Bussen bei Fahrlässigkeit streichen. Das lehnen wir ab. Ohne Sanktionsmöglichkeiten, die griffig sind, fehlt dem Vollzug die nötige Wirkung. Es braucht die Option,

AB 2025 N 1314 / BO 2025 N 1314

Verstösse angemessen zu ahnden, damit der AIA glaubwürdig bleibt. Deshalb unterstützen wir die Minderheit und somit die Position des Bundesrates.

Auch bei Artikel 32a Absatz 2 geht es um Bussen bei Fahrlässigkeit. Die Mehrheit möchte auch diese Bestimmung streichen. Für uns ist jedoch klar: Wer Pflichten im Rahmen des AIA fahrlässig missachtet, soll mit einer Busse belegt werden können. Das ist der Normalfall im Verwaltungsrecht. Ohne diese Bestimmung riskieren wir, dass Regeln zwar auf dem Papier existieren, aber Verstösse dagegen ohne Konsequenzen bleiben. Darum unterstützen wir auch hier die Minderheit und damit den Entwurf des Bundesrates.

Auch den Entwurf 2 unterstützen wir und folgen damit der Mehrheit. Wir sind für Eintreten und stimmen ohne Änderung dem bundesrätlichen Entwurf zu. Die vorgesehenen Anpassungen sind sinnvoll, und sie erhöhen die Kohärenz und die Effizienz des AIA.

Die Grünliberale Fraktion sagt also Ja zu beiden Entwürfen und unterstützt die Möglichkeit für Bussen bei Fahrlässigkeit und damit die Minderheitsanträge bei Artikel 32 Absatz 2 und bei Artikel 32a Absatz 2.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): La Suisse échange les informations sur les comptes soumis à déclaration, c'est-à-dire les comptes de personnes fiscalement domiciliées à l'étranger, avec plus de 100 pays et contribue ainsi à un système international de transparence entre les autorités fiscales. Cela permet de réduire la fraude fiscale à l'étranger. L'échange international automatique de renseignements en matière fiscale (EAR) existe depuis dix ans. Les processus sont bien établis et ils ont fait leurs preuves pour la Suisse. La norme de l'OCDE sur laquelle il repose a désormais été développée. La loi doit donc également refléter ces changements. Il s'agit principalement de questions de mise en oeuvre, d'obligation de déclaration et d'ajustement technique.

Le groupe des Verts soutient ce projet. En effet, nous partageons l'objectif de justice fiscale internationale pour la Suisse, qui abrite une place financière active à l'échelle internationale. Il est également essentiel pour des questions de réputation que nous affichions clairement notre engagement en faveur de la transparence fiscale et contre la fraude et que nous ne nous distinguions pas dans le réseau EAR par des normes obsolètes. Les modifications doivent entrer en vigueur le 1er janvier 2026, de sorte que le premier échange de données ait lieu en 2027, même si ce rythme rapide est inhabituel pour notre pays. Pourquoi est-ce si important d'inclure les cryptomonnaies ? Parce que celles-ci permettent par leur nature des transferts transfrontaliers rapides sans intermédiaire bancaire, un anonymat partiel selon la blockchain utilisée et une détention d'actifs hors du système bancaire traditionnel. Cela les rend donc attrayantes pour celles et ceux qui cherchent à dissimuler des avoirs ou à éviter l'impôt. C'est un phénomène relativement nouveau, il y a donc une lacune législative à combler, constatée par tous les pays qui se sont donc mis à légiférer pour adapter l'information et lutter contre la fraude fiscale.

La richesse "crypto-native" existe en effet véritablement depuis 2017, mais elle a explosé à partir de 2020. La loi doit donc s'adapter pour en tenir compte et traiter équitablement les différentes formes de richesse : celles plus traditionnelles, comme les autres. Tous les groupes se sont ralliés à l'évidence : certains avec une volonté de ne pas permettre des brèches et d'autres, qui sont plus coulants, avec pour objectif de supprimer la sanction par négligence. Comme nous l'avons vu lors du traitement des propositions de minorité, le groupe des Verts ne veut pas supprimer cet article, estimant qu'il est nécessaire d'avoir des outils dissuasifs afin de garantir le respect de l'EAR, que cela est déjà prévu dans cet échange relatif aux comptes financiers, et donc qu'une



cohérence est logique, que cela augmente l'efficacité des contrôles selon le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, et que cela répond aux standards internationaux. A terme, la Suisse devrait donc de toute façon s'y conformer.

Pour résumer et sur l'ensemble, le groupe des Verts soutient la nécessité d'assurer davantage de transparence et de lutter contre la fraude fiscale, l'importance de moderniser l'EAR pour tenir compte de la numérisation des marchés financiers et le maintien de la coopération internationale, et la ratification rapide des accords, notamment avec l'Union européenne.

Müller Leo (M-E, LU): Im Namen der Mitte-Fraktion beantrage ich Ihnen, beiden Vorlagen zuzustimmen. Einerseits geht es um das Bundesgesetz über den internationalen automatischen Informationsaustausch in Steuersachen, und andererseits geht es um den Bundesbeschluss über die Genehmigung des Addendums zur multilateralen Vereinbarung über den AIA bei Finanzkonten und nach dem neuen Melderahmen für Kryptowerte.

2022 hat die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) die erste Aktualisierung des Standards für den internationalen automatischen Informationsaustausch über Finanzkonten und den neuen Melderahmen für den AIA über Kryptowerte publiziert. Mit dieser Vorlage beantragt der Bundesrat nun die Genehmigung der völkerrechtlichen Grundlagen und legt den Entwurf zu deren Umsetzung im Landesrecht vor. Das Inkrafttreten dieser Vorlagen ist per 1. Januar 2026 geplant, sodass der erste Datenaustausch im Jahr 2027 erfolgen kann.

Für die Mitte-Fraktion ist es wichtig, dass die Schweiz ihrer internationalen Verpflichtung im Bereich der Steuertransparenz nachkommt. Die Umsetzung des AIA über Kryptowerte als internationalen AIA-Standards ist ein folgerichtiger Schritt im Sinne einer Fortsetzung der von der Schweiz eingeschlagenen Strategie im Zusammenhang mit dem AIA über Finanzkonten. Es sollen Lücken im Dispositiv zur Sicherstellung der internationalen Steuertransparenz geschlossen werden. Innerstaatlich soll die Gleichbehandlung traditioneller Finanzinstitute und Vermögenswerte mit Anbietern von Kryptodienstleistungen und Kryptowerten sichergestellt werden.

Die Mitte-Fraktion unterstützt, wie erwähnt, die Vorlage, insbesondere auch deshalb, weil die Schweiz einer der wichtigsten Finanzplätze der Welt ist und damit im Bereich der grenzüberschreitenden Vermögensverwaltung eine führende Position einnimmt. Deshalb ist es aus unserer Sicht entscheidend, dass im Bereich der Steuertransparenz die internationalen Standards umgesetzt und eingehalten werden.

Im Namen der Mitte-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten, überall den Mehrheitsanträgen der Kommission und dem Entwurf 1 zuzustimmen. Ebenfalls bitte ich Sie, dem Bundesbeschluss über die Genehmigung des Addendums zur multilateralen Vereinbarung der zuständigen Behörden über den automatischen Informationsaustausch über Finanzkonten und der multilateralen Vereinbarung der zuständigen Behörden über den automatischen Informationsaustausch nach dem Melderahmen für Kryptowerte zuzustimmen.

Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin: Diese Vorlage besteht aus zwei Teilen, nämlich zum einen aus der Änderung des AIA über Finanzkonten, den die Schweiz seit 2017 umsetzt. Zum andern, Sie haben es gehört, geht es um den neuen Standard für den AIA über Kryptowerte. Beide Standards sollen am 1. Januar 2026 umgesetzt werden, damit 2027 ein erster Datenaustausch auf Grundlage dieser Regelwerke stattfinden kann. Das entspricht dem international vereinbarten Zeitplan. Aufgrund des sachlichen Zusammenhangs zwischen den Standards soll deren nationale Umsetzung im gleichen Umsetzungserlass geregelt werden, dem AIAG. Deshalb und weil die Umsetzung beider Standards dem gleichen internationalen Zeitplan folgt, wurden beide Standards in eine Vorlage gefasst.

Konkret geht es in dieser Vorlage um die Schaffung der völkerrechtlichen und innerstaatlichen Rechtsgrundlagen, damit die Schweiz an beiden Formen des AIA teilnehmen kann. Die Frage, mit welchen Staaten die Schweiz diese Regelwerke umsetzt, die Frage nach den sogenannten Partnerstaaten der Schweiz, ist nicht Gegenstand dieser Vorlage, sondern wird separat geregelt. Der Ständerat wird am kommenden Mittwoch als Erstrat über die Partnerstaaten beschliessen.

AB 2025 N 1315 / BO 2025 N 1315

Ich komme nun zum ersten Teil, zur Änderung des Standards für den AIA über Finanzkonten. Der Standard wurde vom OECD-Rat im Jahr 2014 verabschiedet. Die Schweiz setzt ihn seit 2017 mit mittlerweile über 100 Partnerstaaten um. Vor dem Hintergrund der Erfahrungen, die die OECD, der Finanzsektor und die Steuerbehörden weltweit mit diesem AIA gemacht haben, wurden punktuelle Änderungen vorgenommen. Diese wurden im Juni 2023 vom OECD-Rat verabschiedet. Es geht also vor allem um ein technisches Update. Da es sich beim OECD-Standard für den AIA über Finanzkonten um einen globalen Mindeststandard handelt, ist diese



Aktualisierung von allen Staaten umzusetzen und nachzuvollziehen. Zur internationalen Umsetzung wurde ein Addendum, d. h. ein Zusatzprotokoll, zur multilateralen Vereinbarung verabschiedet.

Das Addendum tritt automatisch in Kraft zwischen allen AIA-Partnerstaaten, die untereinander den AIA über Finanzkonten aktiviert haben und die Änderung des Standards im nationalen Recht umsetzen. Sie haben gehört, dass es eine Ausnahme gibt, nämlich das AIA-Abkommen mit der EU. Das wird separat geregelt, das ist eine Vorlage, die separat unterbreitet wird. Bisher haben 87 Staaten bekannt gegeben, die Änderung per 1. Januar 2026 umzusetzen. Weitere Staaten können bis Ende Jahr hinzukommen.

Zum Teil 2, zur Umsetzung des Standards für den AIA über Kryptowerte: Hier geht es um die zunehmende Bedeutung der Kryptowerte, also beispielsweise Bitcoin. Deshalb wurde eine Erweiterung des AIA auch auf Kryptowerte beschlossen. Das ist ein separater Standard, damit auch die Staaten, die den AIA über Finanzkonten nicht umsetzen, an diesem AIA teilnehmen können. Der neue Standard wurde im Juni 2023 vom OECD-Rat verabschiedet. Die Staaten wurden dazu aufgerufen, diesen Mindeststandard ebenfalls per 1. Januar 2026 umzusetzen. Der AIA über Kryptowerte folgt der gleichen Systematik wie der AIA über Finanzkonten.

Die Schweiz soll den AIA über Kryptowerte über das multilaterale Instrument der OECD umsetzen. Der Bundesrat hat dem Parlament für die Herbstsession 2025 eine Vorlage zur Genehmigung der Partnerstaaten unterbreitet, das soll dann per 1. Januar aktiviert werden.

Die Umsetzung der Änderung des OECD-Mindeststandards über den AIA über Finanzkonten und des neuen AIA über Kryptowerte per 1. Januar 2026 ist ein folgerichtiger Schritt im Sinne einer Fortsetzung der von der Schweiz eingeschlagenen Strategie im Zusammenhang mit dem AIA über Finanzkonten. Die Schweiz kommt hier ihrer internationalen Verpflichtung im Bereich der Steuertransparenz nach, was entscheidend zum Erhalt der Glaubwürdigkeit und der Reputation des Schweizer Finanzplatzes beiträgt.

Ich bitte Sie also, auf die Vorlage einzutreten. Bei den Artikeln 32 Absatz 2 und 32a Absatz 2 bitte ich Sie, der Minderheit Ryser zu folgen. In dieser Frage verweise ich auf die Ausführungen der Minderheitssprecherin, möchte aber noch anfügen, dass es sich hier nicht um einen Swiss Finish handelt. Zahlreiche Staaten kennen vergleichbare Regelungen, und es wäre wichtig, dass wir hier keine Lücke lassen.

1. Bundesgesetz über den internationalen automatischen Informationsaustausch in Steuersachen

1. Loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Buffat, Aeschi, Burgherr, Glarner, Hübscher, Nicolet, Pamini, Wandfluh)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Buffat, Aeschi, Burgherr, Glarner, Hübscher, Nicolet, Pamini, Wandfluh)

Ne pas entrer en matière

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Buffat auf Nichteintreten auf Vorlage 1 ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.029/30964)

Für Eintreten ... 125 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Ersatz von Ausdrücken; Art. 1 Abs. 1 Bst. a, c, d; 2 Abs. 1 Bst. bbis, cbis, cter, dbis, dter, i, j, 2–4; 2a; 2b; Gliederungstitel nach Art. 2b; Art. 3 Abs. 4, 9bis; 6; Gliederungstitel



vor Art. 7; Art. 7 Abs. 2, 3 Bst. b; 8; 10 Abs. 4, 5; 11 Abs. 7; Gliederungstitel nach Art. 12; Art. 12a-12f; Gliederungstitel vor Art. 13; Art. 13 Titel, Abs. 1, 3, 4; 13a; Gliederungstitel vor Art. 14; Art. 14 Titel, Abs. 1 Bst. b, d; 14a; 15 Abs. 1bis, 1ter, 2bis, 4; 16; 17; Gliederungstitel vor Art. 17a; Art. 17a; 18–20; 22 Abs. 4; 23 Abs. 1; 24 Abs. 1, 3 Bst. bbis, e, 4 Einleitung, Bst. b, c; 25; 28; 31 Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule ; ch. I introduction ; remplacement d'expressions ; art. 1 al. 1 let. a, c, d ; 2 al. 1 let. bbis, cbis, cter, dbis, dter, i, j, 2–4 ; 2a ; 2b ; titre suivant l'art. 2b ; art. 3 al. 4, 9bis ; 6 ; titre précédant l'art. 7 ; art. 7 al. 2, 3 let. b ; 8 ; 10 al. 4, 5 ; 11 al. 7 ; titre suivant l'art. 12 ; art. 12a-12f ; titre précédant l'art. 13 ; art. 13 titre, al. 1, 3, 4 ; 13a ; titre précédant l'art. 14 ; art. 14 titre, al. 1 let. b, d ; 14a ; 15 al. 1bis, 1ter, 2bis, 4 ; 16 ; 17 ; titre précédant l'art. 17a ; art. 17a ; 18–20 ; 22 al. 4 ; 23 al. 1 ; 24 al. 1, 3 let. bbis, e, 4 introduction, let. b, c ; 25 ; 28 ; 31 al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des États

Angenommen – Adopté

Art. 32

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Ryser, Amoos, Bendahan, Bertschy, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 32

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des États

Proposition de la minorité

(Ryser, Amoos, Bendahan, Bertschy, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.029/30965)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 74 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 32a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

AB 2025 N 1316 / BO 2025 N 1316

Antrag der Minderheit

(Ryser, Amoos, Bendahan, Bertschy, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 32a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des États



Proposition de la minorité

(Ryser, Amoos, Bendahan, Bertschy, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.029/30966)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 74 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 35; 38; 39; 41bis; Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 35 ; 38 ; 39 ; 41bis ; ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des États

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 25.029/30967)

Für Annahme des Entwurfes ... 126 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Addendums zur multilateralen Vereinbarung der zuständigen Behörden über den automatischen Informationsaustausch über Finanzkonten und der multilateralen Vereinbarung der zuständigen Behörden über den automatischen Informationsaustausch nach dem Melderahmen für Kryptowerte

2. Arrêté fédéral portant approbation de l'addendum à l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers et de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs au Cadre de déclaration des crypto-actifs

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Buffat, Aeschi, Burgherr, Glarner, Hübscher, Nicolet, Pamini, Wandfluh)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Buffat, Aeschi, Burgherr, Glarner, Hübscher, Nicolet, Pamini, Wandfluh)

Ne pas entrer en matière

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Antrag der Minderheit Buffat auf Nichteintreten auf Vorlage 2 ab.



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 25.029/30968)

Für Eintreten ... 127 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des États

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir gratulieren unserer Kollegin Anna Giacometti zu ihrem heutigen Geburtstag! (*Beifall*)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 25.029/30969)

Für Annahme des Entwurfes ... 128 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Räte haben übereinstimmende Beschlüsse gefasst. Das Geschäft ist somit bereit für die Schlussabstimmung.